

« La vérité de la guerre civile burundaise ne se résume pas dans un affrontement ethnique entre les Hutu et les Tutsi. »

Le témoignage ci-après a été recueilli le vendredi 29 octobre 2004 à l'hôtel Eden à Kirundo entre 08 : 30 et 09 : 30 environ. M. Pierre Nkurunziza, Ministre d'Etat Chargé de la Bonne Gouvernance et de l'Inspection Général de l'Etat a confié à Kirimba des révélations explosives. Son témoignage a été recueilli au cours d'un entretien libre et a été reconstitué à partir des notes prises au fur et à mesure de la conversation.

Le texte final n'a pu être relu par M. Pierre Nkurunziza et recevoir ainsi son aval avant publication. Aussi, malgré tout le soin mis dans la restitution de son témoignage afin qu'il soit fidèle à ses déclarations originales, il se pourrait que certains passages contiennent des erreurs sur des noms de personnes, sur des dates ou sur des lieux. Par avance, j'assume l'entière responsabilité de ces erreurs qui auraient été commises de bonne foi néanmoins. Par avance, je prie aussi M. Pierre Nkurunziza de m'excuser si jamais la retranscription de son entretien contenait quelques erreurs involontaires.

Conscient de la gravité de certaines révélations contenues dans cet entretien, j'ai demandé expressément au Ministre d'Etat, Pierre Nkurunziza, s'il m'autorisait formellement à publier ces informations. Non seulement il m'a accordé son autorisation mais, en outre, il m'a demandé d'invoquer le serment suivant qui confirme son autorisation : « Imbere y'Imana Rushobora vyose, ndemeje yuko ivyo ndakubariye vyose ari ukuri. » « Devant Dieu Tout Puissant, je confirme que toutes ces révélations sont conformes à la vérité. »

Il va sans dire que Kirimba est tenu par la loi régissant la presse et par l'éthique journalistique. Si les personnalités mentionnées dans ce témoignage inédit souhaitent apporter un démenti, un rectifi catif ou une clarification, il faut qu'elles sachent que le site publiera volontiers leurs propres témoignages. Kirimba, en l'occurrence, n'a qu'une ambition : participer à la manifestation de la vérité sur le Burundi. Si celle-ci peut aider le pays à retrouver la paix.

Enfin, je tiens à exprimer mes vifs remerciements au Ministre d'Etat Pierre Nkurunziza. Je l'ai rencontré pour la première fois à Kirundo et je l'ai suivi au cours de deux visites qu'il a effectuées auprès de la population et de l'administration locale des communes de Ntega et Bugabira. Pierre Nkurunziza a eu l'amabilité de faire confiance à Kirimba afin que ce site internet porte sur la place publique nationale et internationale son témoignage et sa vision sur une période particulièrement troublée de l'histoire du Burundi.

Nul doute que son témoignage suscitera des controverses et nourrira le débat politique surtout à la veille d'échéances électorales annoncées comme décisives pour doter le Burundi d'institutions démocratiques et stables.

1- L'analyse et le bilan sur la crise des réfugiés de Kirundo

Le gouvernement s'est aussitôt mobilisé. J'ai personnellement effectué des visites sur les lieux où les réfugiés ont été accueillis au Rwanda. Depuis cette visite,

plusieurs réfugiés sont d'ailleurs rentrés dans leur pays. Pour moi, la situation politique dans la province de Kirundo s'est dégradée brutalement à cause de la conjonction de plusieurs facteurs qui expliquent cette crise des réfugiés.

1. L'absence de l'administration

Les pouvoirs publics ont été incapables de rassurer la population. Ils ont été défaillants sans doute en raison du contexte électoral. La population de Kirundo, en particulier, n'a pas reçu l'appui nécessaire de la part de l'administration locale. Elle n'a pas trouvé non plus un espace pour exprimer ses craintes et pousser son cri d'alarme. En outre, les lacunes de l'administration qui n'a pas su sévir à temps contre les auteurs de troubles sont considérables.

2. Le poids de l'histoire

La survivance des crises antérieures et le voisinage du Rwanda ont contribué également à réveiller un passé douloureux.

3. Des menaces verbales

Celles-ci ont été souvent formulées dans les bistrotts et bars par des consommateurs éméchés, sous l'emprise de l'alcool, ou par des soldats en vacances. En outre, quelques présumés coupables qui ont proféré ces menaces ont été temporairement retenus dans des cachots mais ont été libérés sans jugement et ni sanctions. Tous ces éléments ont contribué à semer la panique dans les campagnes.

4. La responsabilité des partis politiques

La population a été perturbée par de nombreuses déclarations faites par les partis politiques. Ces déclarations étaient contradictoires et alarmistes en partie à cause de l'approche de la fin de la transition. En outre, les politiciens qui ont effectué des visites sur le terrain n'ont pas tranquilisé la population.

5. Le rôle des radios

Les déclarations relayées par les radios dont celle du Secrétaire Général du CNDD-FDD évoquant la vacance du pouvoir si les élections n'étaient pas organisées avant la fin de la transition, ont contribué aussi à semer le trouble dans la population. Pourtant, cette déclaration n'annonçait pas la reprise de la guerre civile.

6. Divers documents en circulation

Le parti Uprona a envoyé à ses militants un document dont certains passages ont également effrayé la population. « Urugamba rurakamvye, amashamba arashushe » (NDRL : Le combat est acharné, la situation est explosive). En outre, la déclaration du CNDD-FDD et le message de l'UPRONA sont tombés dans un contexte politique où l'administration locale était déjà considérablement affaiblie.

7. La compétition politique

Les chefs nationaux des partis UPRONA et FRODEBU (NDRL : MM Jean-Baptiste Manwangari et Jean Minani, tous deux originaires de la province de Kirundo) veulent écarter les autres partis de la région de cette région. Cela explique aussi la vivacité des déclarations alarmantes pour la population.

8. Les entraînements militaires

La population se plaint de subir les menaces et les intimidations de groupes incontrôlés qui sévissent dans les campagnes et qui effectueraient des exercices militaires. Ce ne sont pas des troupes du CNDD-FDD. L'Etat-major de l'armée nationale est au courant des missions effectuées par les combattants de notre mouvement. Du reste, les troupes du CNDD-FDD et celles de l'armée ont mené récemment, dans la région de Kirundo précisément, une opération conjointe pour lutter contre les infiltrations du FNL et du CNDD Nyangoma.

Un bataillon du CNDD-FDD était engagé dans cette opération qui était connue et officielle. Les combattants du CNDD-FDD et toutes leurs armes sont actuellement enregistrés et ces informations sont connues de la Commission mixte de désarmement composée notamment par des représentants de l'ONUB et de l'armée nationale.

9. L'après-guerre

La gestion de l'après-guerre est toujours très délicate. Le phénomène des déserteurs ou de bandes portant des tenues militaires est très fréquent. Plusieurs de ces malfrats sont arrêtés mais des bandes de voleurs et de cambrioleurs composées d'ailleurs de Burundais, de Congolais et de Rwandais sévissent encore dans le pays. A ceci, il faut ajouter des déserteurs de l'armée nationale qui peuvent aussi se rendre coupables de vols à main armée.

En conclusion, la communication entre la population et les pouvoirs publics a été déplorable d'une part en raison du contexte de la surenchère électorale mais aussi parce que le casernement des combattants et des militaires n'est pas encore achevé. En outre, les partis et les mouvements politiques ne s'occupent chacun que de ses affaires. Enfin l'information de la population est mauvaise à cause du régime de la transition.

2 ^ Les quotas inscrits dans le projet de constitution

C'est un véritable problème. Le CNDD-FDD est hostile aux quotas. Le pouvoir politique ne devrait pas constituer une lutte ethnique. Nous n'avons pas voulu entrer dans la logique du jeu institutionnel qui attribue 50% des postes aux Hutu et 50% de places aux Tutsi au sein de l'armée et du sénat. Cette répartition ne nous concerne pas. Mais le CNDD-FDD a été submergé sur cette question des quotas. Plusieurs parlementaires qui partagent notre vision politique ont d'ailleurs rejoint les rangs du CNDD-FDD. Cinquante ont quitté les rangs du FRODEBU et sept ceux de l'UPRONA.

Plusieurs partis politiques dont le FRODEBU et l'UPRONA ont tellement insisté pour que cette question des quotas figure dans la constitution. Du reste, le Président de la République et le Vice-président occupent leurs places respectives grâce aux quotas. Mais la région et l'ONUB considèrent le projet de constitution actuel comme un pis-aller. Plus tard, cette constitution devra être amendée sur cette question des quotas précisément. Mais le CNDD-FDD ne souhaite pas alimenter la querelle sur cette affaire. Par réalisme politique, nous laissons le processus de paix se poursuivre avec l'assistance de la communauté internationale.

A ce stade, un projet de constitution expurgée des quotas ne pourrait être imposée que par la mobilisation de la société civile.

3 ^ Les élections

Le calendrier électoral pourrait être respecté. Six mois suffisent amplement pour préparer les élections. Un budget de 14 milliards de francs couvrant tout le processus électoral est déjà disponible. L'ONUB peut aider le Burundi dans la conduite de ce processus électoral. Il en a l'expertise et le matériel adéquat et pourrait aider efficacement les pouvoirs publics dans l'organisation de ces élections.

Pendant les préparatifs du processus électoral, le recensement de la population pourrait être organisé pendant une semaine. L'informatique pourrait d'ailleurs aider à accélérer l'opération. Le rythme de la démobilisation et de l'intégration des combattants issus des rébellions d'une part et ceux provenant de l'armée nationale d'autre part pourrait s'accélérer aussi. Lors de la récente visite du Président de la République à New York, le Secrétaire Général des Nations Unies a demandé que la budgétisation de cette opération soit réalisée et que ce projet de budget soit transmis à l'organisation internationale qui à son tour pourrait aider le Burundi à trouver les fonds destinés à couvrir les dépenses de cette opération spécifique.

Les différentes élections (locales et nationales) sont raisonnablement espacées. Mais comme toujours, les Burundais veulent devancer l'avenir et affirmer que l'échéancier des élections ne pourra pas être respecté. Laissons la CENI (NDRL : Commission Electorale Nationale et Indépendante) et l'ONUB la responsabilité d'estimer si les élections pourront se tenir dans les délais. Le CNDD-FDD ne s'en formalisera pas outre mesure si elles étaient retardées et n'estimera pas que le pays devrait s'arrêter si elles étaient repoussées d'un mois par exemple.

4 ^ Les relations entre le CNDD-FDD et le FRODEBU

Les Forces de la Défense de la Démocratie (FDD) ont été créées en 1994 et le FDD est né avant le Conseil National de la Défense de la Démocratie (CNDD). Au départ, le FDD a été constitué par des combattants volontaires et pas par des politiques. Plus tard, Nyangoma a fondé le CNDD. Il es timait que le CNDD pouvait devenir une branche politique et le FDD une branche militaire d'un même mouvement. Nous l'avons laissé faire et avons accepté la structure. Mais Nyangoma a commis beaucoup d'abus. Il n'est jamais venu sur le terrain de combat au Burundi. Les combattants du FDD ont même pensé un moment qu'il n'existait pas. En outre, beaucoup d'escroqueries ont été commises par lui. Il utilisait le combat militaire

mené par le FDD sur le terrain pour faire la levée des fonds à l'étranger et assurer ainsi sa survie et celle de ses proches.

En 1997, il a été relevé de ses fonctions et a été récupéré par Kabila. Après son éviction, une partie de son entourage a rejoint le FDD sur le terrain et nous avons étudié les moyens pour renforcer le CNDD-FDD. Le mouvement a alors porté Jean-Bosco Ndayikengurukiye à sa tête. Mais lui aussi est parti peu après pour Lubumbashi et l'évaluation du combat sur le terrain est devenue impossible en raison de son absence.

Sous le commandement de Jean-Bosco Ndayikengurukiye, plusieurs officiers de nos rangs, soixante en tout, ont été assassinés parce qu'ils étaient universitaires et n'étaient pas des ressortissants de la région de Bururi. Ils ont été massacrés par nos frères. Du reste, pendant cette période de lutte intestine au sein du CNDD-FDD, le Gouvernement de Convention combattait activement le mouvement. Le combat le plus rude contre notre mouvement a été organisé précisément sous la présidence de Sylvestre Ntibantunganya.

En fait, le FRODEBU voulait démembrer le CNDD-FDD en utilisant notamment l'argent pour inciter nos combattants à désertir. Jean-Marie Nduwabike, Noël Batungwanayo et le Colonel Macumi ont quitté nos rangs dans ces conditions. Le groupe qu'ils ont formé travaillait avec Jean Minani qui vivait à Dar Es-Salaam et avait pour mission de détruire le CNDD-FDD.

A cette même époque, quinze officiers ont déserté le CNDD-FDD et ont fondé un groupe qui s'appelait R AMICO PAX-HUMURA (Rassemblement des Militaires gouvernementaux et Combattants). Roméo, déserteur de l'Unité de Sécurisation des Institutions (USI) faisait partie du RAMICO que le FRODEBU poussait afin qu'il occupe la place du CNDD-FDD dans les négociations. Le FRODEBU voulait en fait fragiliser notre mouvement et le récupérer. Cette situation a créé une confusion totale et le CNDD-FDD a été présenté comme une formation constituée d'extrémistes.

Cependant, le RAMICO a échoué dans ses tentatives. Il a voulu récupérer Jean-Bosco Ndayikengurukiye et Prime Ngowenubusa de Muramvya, ancien Chef d'Etat-major du CNDD-FDD. Tous deux étaient des déserteurs de l'ISCAM et sont responsables de la mort des soixante officiers mentionnés plus haut et massacrés à cause du régionalisme et parce qu'ils avaient une formation universitaire. Jean-Bosco Ndayikengurukiye et Prime Ngowenubusa souhaitaient que le CNDD-FDD soit dirigé uniquement par des anciens de l'ISCAM et par des ressortissants de Bururi.

Plus tard, le FRODEBU a même répandu la rumeur que le CNDD-FDD était membre d'Al Qaeda. Des puissances étrangères ont été inquiétées par cette information et ont voulu en vérifier la véracité. Elles ont organisé un système d'espionnage discret par le biais d'officiers qui adhéraient au CNDD-FDD mais qui, en réalité, étaient chargés de collecter les renseignements qui confirmeraient cette accusation. Les opérations sur le terrain ainsi que nos comptes ont été passés au peigne fin par ces agents de renseignement travaillant pour le compte de puissances étrangères. Aucune preuve n'a pu être trouvée attestant que le CNDD-FDD avait une quelconque liaison avec Al Qaeda.

Cependant, le FRODEBU n'a pas désarmé pour autant. Il a envoyé deux personnes, un certain Jacinthe et Alexandre Niyonzima dans une mission d'espionnage. Ces deux personnes travaillaient pour le compte de M. Jean Minani toujours installé à Dar Es-Salaam. Ces deux émissaires du FRODEBU avaient une double mission : débaucher des officiers du CNDD-FDD et liquider certains des responsables de l'organisation dont moi-même. Ces émissaires du FRODEBU ont effectué une première mission à Makamba. Heureusement j'étais absent, ils n'ont pas pu me rencontrer. Ils avaient également mission d'assassiner Agathon Rwasa. Mais le patron du FNL installé dans Bujumbura Rural a eu vent de leur projet. Alexandre Niyonzima qui a travaillé un moment à Genève voulait utiliser M. Ntawuhiganayo pour assassiner Agathon Rwasa. Mais celui-ci a pris les devants et les a liquidés.

Depuis cette série d'incidents et surtout depuis la disculpation du CNDD-FDD lavé du soupçon d'être de connivence avec Al Qaeda, notre mouvement a pu être admis autour de la table des négociations. Pour les représentants de la communauté internationale impliqués dans le processus de paix Burundi, le CNDD-FDD représente désormais le pôle nationaliste, « ishiga rya gatatu », (NDRL : la troisième pierre du foyer), le troisième pilier parmi les forces politiques majeures burundaises. Le FRODEBU représente les Hutu et l'UPRONA les Tutsi.

Mais les provocations du FRODEBU contre le CNDD-FDD n'ont pas cessé pour autant. Lors du congrès de notre mouvement en juillet-août 2004 à Gitega, M. Mamès Barunsasiyeko, (NDRL : ancien responsable des services de renseignements sous la présidence de Melchior Ndadaye), un cadre très influent au sein du FRODEBU actuellement établi en France s'est infiltré dans les rangs de notre congrès. Il a été repéré et appréhendé par nos services de sécurité qui ont trouvé quatre fusils sous le siège de son véhicule. Il avait mission de déstabiliser les travaux du CNDD-FDD. Après avoir été démasqué, il a pris l'avion le lendemain pour la France.

5 - Pourquoi ces révélations stupéfiantes maintenant ?

Le CNDD-FDD a été souvent présenté comme un mouvement extrémiste hutu. Maintenant c'est l'heure de vérité. Il faut que les Burundais sachent que la vérité de la guerre civile burundaise ne se résume pas dans un affrontement ethnique entre les Hutu et les Tutsi.

6 ^ La condamnation à mort par la justice burundaise

Question : N'est-ce pas un handicap d'être condamné à mort alors que vous briguez probablement le suffrage des Burundais pour la présidence de la République ?

C'est un privilège et une victoire d'être encore en vie. J'ai eu la chance d'être condamné à mort et d'être encore en vie. D'autres responsables politiques et des chefs d'Etats ont été tués dans l'histoire de notre pays : Rwagasore, Ngendandumwe, Ntare et Ndadaye. Mandela a été condamné à mort aussi. De nombreux compagnons d'armes ont été tués. En 1972, mille personnes auraient été condamnées à mort d'après les témoignages historiques qui commencent à être portés à la connaissance du public. Pour un régime dictatorial, la condamnation à

mort d'un opposant constitue un élément de guerre psychologique. En représailles, Buyoya, lui aussi, a d'ailleurs été condamné à mort par les instances du CNDD-FDD. On ne me reproche pas des faits précis et je n'ai pas souhaité ouvrir le dossier du procès qui a abouti à ma condamnation à mort.

7 ^ Pourquoi la référence constante à Imana (Dieu) dans votre discours politique ?

Je me considère comme un miraculé pour trois raisons :

1. J'ai échappé à trois attentats.
2. J'ai été blessé à mort et laissé sur les rives de la rivière Malagarazi. Pendant quatre mois, de fin mars à juillet 2001, j'ai été abandonné pour mourir de mes blessures.

Première remarque : Pierre Nkurunziza découvre à ce moment une cicatrice impressionnante d'environ dix centimètres de long sur le tibia de la jambe droite sous le genou.

Cette blessure, poursuit-il, m'a été infligée au cours d'un combat féroce à Ibuga dans la commune Kayogoro. Mes camarades ne voulaient pas me garder avec eux par peur que les troupes gouvernementales ne me trouvent éventuellement avec eux. »

Deuxième remarque : Des sources militaires de l'armée nationale ont confirmé que cet affrontement entre l'armée nationale et les combattants du CNDD-FDD a été probablement l'un des combats les plus violents de toute la guerre civile burundaise. Cet accrochage est connu sous le nom de « la bataille des termitières », « ingwano yo mu migina. » Les combattants du CNDD-FDD s'étaient introduits dans les termitières géantes de la région et tiraient sur les troupes de l'armée nationale à partir de ce camouflage naturel très efficace.

Par ailleurs, des sources fiables au sein du CNDD-FDD même confirment que Pierre Nkurunziza a été laissé seul pour mourir dans une barque sur les rives de la rivière Malagarazi qui fait frontière entre le Burundi et la Tanzanie. Néanmoins, il a pu guérir de ses terribles blessures sans soins médicaux. Alors qu'il était laissé par ses compagnons d'armes pour mourir, il aurait vu des camarades venus clandestinement pour vérifier s'il était déjà mort être dévorés, eux, par des crocodiles de la rivière.

Sauvé après cette terrible épreuve de la Malagarazi, poursuit Pierre Nkurunziza, j'ai été alors porté à la tête du mouvement CNDD-FDD en 2001.

3. Enfin, j'invoque souvent Imana, Dieu, parce que j'ai échappé à la peine de mort à laquelle j'ai été condamné par l'Etat burundais.

8 ^ La filiation parentale et politique

Ma famille était très liée avec la famille royale. Mon père, Eustache Ngabisha, a été élu en 1965 comme député UPRONA. Il a été commissaire de l'arrondissement Ngozi-Kayanza et il était le Mutware, le Sous-chef de Kabezi dans Bujumbura Rural. Partout il a laissé un excellent souvenir d'un homme intègre et juste.

9^ Quand le CNDD-FDD deviendra-t-il un parti politique ?

Quand le rassemblement des combattants aura été achevé et l'opération sécurisée par l'ONUB et la Facilitation.

10 ^ Les relations avec Melchior Ndadaye

Je ne l'ai pas connu personnellement. Je n'ai pas eu de relations avec Ndadaye. Il a évolué au Rwanda et moi au Burundi. Le FRODEBU a été d'ailleurs constitué par un noyau de gens qui ont évolué au Rwanda alors que le noyau constitutif du CNDD-FDD est composé de gens qui ont évolué au Burundi et par des universitaires. »

Propos recueillis par Athanase Karayenga